

**INTERSESSIONAL PANEL OF THE UNITED NATIONS COMMISSION
ON SCIENCE AND TECHNOLOGY FOR DEVELOPMENT (CSTD)**

**Geneva, Switzerland
6 November 2026**

Contribution by Burkina Faso

**to the CSTD 2026-2027 priority theme on
“Data Governance for Development: From Asymmetry to Equitable Stewardship”**

DISCLAIMER: The views presented here are the contributors' and do not necessarily reflect the views and position of the United Nations or the UN Trade and Development.

PRIORITY THEME: Data Governance for Development: From Asymmetry to Equitable Stewardship

United Nations Commission on Science and Technology for Development (CSTD)

Dear CSTD Member

The 29th CSTD annual session selected “Data Governance for Development: From Asymmetry to Equitable Stewardship” as the priority theme for its 30th session (2026-2027). This theme addresses SDG 9 “Build resilient infrastructure, promote inclusive and sustainable industrialization and foster innovation”, SDG 10 “Reduce inequality within and among countries”, as well as Objective 4 of the Global Digital Compact “Advance responsible, equitable and interoperable data governance approaches”.

As data becomes a strategic resource for innovation and sustainable development, unequal access to data, infrastructure and governance capacity is creating new global asymmetries. At the same time, inequalities are embedded in the processes through which data is generated and used. Harmful biases in data collection, as reflected in the gender data gap, can lead to the systematic underrepresentation of certain groups like women and girls, affecting both developing and developed countries alike.

Under this theme, the Commission will examine the structural disadvantages that are particularly faced by developing countries in building and leveraging data capacities, including challenges related to infrastructure, ownership and stewardship, free and trusted cross-border flows, and benefit-sharing. The Commission will identify good practices and policy approaches for equitable and interoperable data governance that support development goals and explore how international collaboration can advance inclusive digital cooperation, ensuring that data contributes to shared prosperity and sustainable development.

The CSTD secretariat is in the process of drafting an issue paper on the theme to be presented at the CSTD inter-sessional panel meeting to be held in November 2026. In this context, we would like to solicit inputs from CSTD member States on this theme. We would be grateful if you could kindly answer the following questions based on your experience in your country.

1. Can you share challenges that your country face in building and leveraging data capacities, including issues related to infrastructure, ownership and stewardship, free and trusted cross-border flows, and benefit-sharing? (Please provide examples and, where possible, quantitative evidence or indicators of these challenges and their impacts)

Le Burkina Faso rencontre plusieurs défis dans le renforcement et l'exploitation de ses capacités en matière de données :

- **Infrastructures de calcul** : un accès encore limité et coûteux aux infrastructures de calcul à haute performance, qui freine le traitement et l'exploitation à grande échelle des données publiques ;
- **Capital humain** : une fuite des compétences liée à l'écart de rémunération entre le marché international et les capacités budgétaires nationales pour les profils techniques spécialisés ;
- **Conduite du changement** : la nécessité d'un accompagnement soutenu des acteurs métiers pour faire évoluer les pratiques sectorielles vers une culture de l'interconnexion et du partage des données, historiquement organisées en silos ;
- **Gouvernance segmentée** : une gouvernance des données encore fragmentée entre entités sectorielles, chacune disposant de référentiels et de règles propres, ce qui complique l'interopérabilité transversale ;
- **Financement de la formation** : des budgets insuffisants pour assurer une montée en compétence continue des agents publics sur les enjeux de gouvernance et de gestion des données.

2. How are inequalities embedded in the processes through which data is generated, collected and used in your country? In particular, how do biases in data collection and use, such as gender data gap, affect policymaking, service delivery and development outcomes? (Please provide examples, evidence and any measures being taken to address these disparities)

Le Burkina Faso s'attache à ce que la collecte de données soit systématiquement désagrégée par sexe, permettant des analyses genrées dans les enquêtes et systèmes statistiques nationaux. Cette approche vise à documenter les écarts entre hommes et femmes dans l'accès aux services et aux opportunités, et à orienter les politiques publiques en conséquence.

3. Has your country implemented national strategies, regulatory frameworks or policy instruments to promote equitable and interoperable data governance? What are the lessons learned? (Please describe any specific challenges, failures or successes encountered during implementation)

Le Burkina Faso dispose d'un corpus juridique et réglementaire structurant en matière de gouvernance des données :

- la loi statistique nationale ;
- la loi relative à la protection des données à caractère personnel, dont l'application est assurée par la Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL) ;
- le Code de la santé publique, qui impose le passage devant le comité d'éthique pour toute collecte de données en santé ;
- le chantier relatif à l'hébergement souverain des données publiques, inscrit parmi les chantiers prioritaires de la transformation digitale ;
- les lignes directrices nationales pour une intelligence artificielle responsable et éthique ;
- le décret encadrant la mise en exploitation des plateformes numériques publiques.

Les enseignements tirés montrent la nécessité d'une meilleure articulation entre ces instruments, souvent élaborés par des institutions distinctes, afin d'éviter les chevauchements d'attribution et de renforcer la cohérence d'ensemble de la gouvernance des données.

4. Can you share your country's experience in reducing asymmetries and promoting more equitable data stewardship in development sectors such as public services, education, health and agriculture? (Please provide examples, lessons learned and remaining challenges where possible)

Le Burkina Faso développe une approche sectorielle progressive de la gouvernance équitable des données, appuyée sur des dispositifs de collecte pérennes et des projets de mutualisation des données de référence.

Services publics : la plateforme de services citoyens Zama Tchey vise à simplifier et unifier l'accès aux démarches administratives, en réduisant la fracture d'accès entre zones urbaines et rurales grâce à une architecture numérique centralisée et interopérable.

Éducation : un dispositif de collecte statistique continue, organisée chaque année scolaire depuis 1991 par la Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles (DGESS) du ministère en charge de l'éducation, couvre l'ensemble des sous-cycles (préscolaire, primaire, post-primaire et secondaire) et alimente des annuaires statistiques permettant de suivre dans la durée les indicateurs de scolarisation et de parité filles-garçons.

Santé : le Burkina Faso dispose d'un système d'information sanitaire de routine structuré autour d'un Entrepôt National de Données Sanitaires et du Télégramme Lettre Officielle Hebdomadaire pour la surveillance épidémiologique entre autres. La Plateforme électronique One Health y ajoute une gouvernance intersectorielle des données entre santé humaine, animale et environnementale. Le dispositif de centralisation de l'intelligence sanitaire (CeNIS) et le passage obligatoire devant le comité d'éthique pour toute collecte de données de santé complètent cet écosystème.

Agriculture : l'Enquête Permanente Agricole (EPA), conduite annuellement depuis 1993 par la DGESS du ministère en charge de l'agriculture fournit des données désagrégées essentielles à la sécurité alimentaire (production, superficies, rendements) et sert d'outil de politique conjoncturelle pour la prévention des crises alimentaires.

L'enseignement principal de ces expériences est que la pérennité de ces dispositifs sectoriels a permis un suivi fiable des disparités territoriales et de genre, mais que ces systèmes restent aujourd'hui cloisonnés. Le défi pour le Burkina Faso consiste désormais à interconnecter ces silos au sein d'une gouvernance transversale et cohérente des données publiques.

5. What mechanisms or institutional arrangements are in place in your country to foster collaboration around data governance for development among different stakeholders (e.g., university-industry, private-public, or multi-stakeholder initiatives)?

Le Burkina Faso s'appuie sur plusieurs dispositifs institutionnels multipartites pour organiser la gouvernance des données :

- Le Conseil National de la Statistique (CNS), constitue la plus haute instance de coordination du système statistique national. Présidé par le Ministre chargé de la statistique et doté de quatre vice-présidents sectoriels (agriculture, administration territoriale, éducation, santé), il délivre le visa statistique préalable à toute collecte de données et réunit plus d'une trentaine d'acteurs, départements ministériels, autorité de protection des données (CIL), monde académique, secteur privé et société civile, sous le secrétariat exécutif de l'INSD, qui agit également comme autorité statistique centrale ;
- Le Comité e-santé assure la gouvernance multipartite des données de santé numériques, en coordonnant les systèmes d'information sanitaire entre les acteurs institutionnels du secteur ;
- Le Comité d'éthique pour la recherche en santé valide en amont tout protocole de collecte de données impliquant des sujets humains, garantissant le respect des droits des personnes ;

- La Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL), autorité administrative indépendante opérationnelle est dotée d'un Conseil des Commissaires pluraliste (magistrature, Assemblée nationale, société civile, professionnels de l'informatique, présidence du Faso). Sa participation au CNS crée une passerelle institutionnelle entre gouvernance statistique et protection des données personnelles.

Cette architecture témoigne d'une gouvernance sectorielle relativement mature, le CNS nouvellement réorganisé jouant un rôle particulièrement intégrateur. Le défi qui subsiste est l'articulation opérationnelle entre cette gouvernance statistique centralisée et les gouvernances sectorielles plus spécialisées (santé, données personnelles, données géospatiales), qui continuent de fonctionner selon des logiques propres.

6. What major bilateral, regional, or international partnership has your country engaged in to foster equitable and interoperable data governance? (Please describe the benefits of participating in these partnerships, as well as any challenges related to coordination, capacity, trust, interoperability or benefit-sharing)

Le Burkina Faso s'inscrit dans plusieurs dynamiques régionales et continentales de gouvernance équitable et interopérable des données :

- **Interopérabilité régionale UEMOA** : le Burkina Faso participe aux initiatives d'interopérabilité régionale de l'identité avec les pays de l'UEMOA, contribuant à la construction d'un espace numérique communautaire fondé sur la confiance mutuelle et l'interopérabilité des systèmes d'identification. C'est le cas du Programme d'identification unique pour l'intégration régionale et l'inclusion en Afrique de l'Ouest (WURI) dont la mise en œuvre permettra de mettre en place un système d'identification de base générant des identifiants conformes aux bonnes pratiques internationales. Ce système est prévu pour être interopérable avec les autres systèmes existants notamment celui de l'état civil ;
- **Smart Africa Trust Alliance (SATA)** : dans le cadre du Conseil des Agences IT Africaines (CAITA), le Burkina Faso a pris part à l'élaboration des premières lignes directrices continentales sur l'échange transfrontalier de données (Cross-Border Data Exchange Guidelines), un chantier porté par la SATA visant à harmoniser les cadres de sécurité, de confidentialité et de confiance entre États membres, en vue de la réalisation d'un marché unique numérique africain à l'horizon 2030 ;
- **Coopération numérique dans le cadre de l'Alliance des États du Sahel (AES)** : Plusieurs projets sont en cours dans le cadre de cette alliance. Il s'agit de (i) l'interconnexion et le partage des infrastructures numériques, (ii) la mise en place de la plateforme de suivi des produits essentiels avec un volet sur la gouvernance des données, (iii) la mise en place d'un HUB dans l'espace pour l'introduction des opérateurs satellitaires NGSO, (iv) la mise en place d'un Centre régional de réponse aux incidents informatiques (CERT-AES) et (v) la mise en place de plateformes communes dans le domaine postal.

Ces partenariats offrent l'avantage de mutualiser les standards techniques et les cadres de confiance à l'échelle continentale, mais soulèvent également des défis en matière de

coordination institutionnelle, de renforcement des capacités nationales et d'articulation avec les cadres sous-régionaux préexistants (UEMOA notamment).

7. How can international cooperation strengthen equitable and interoperable data governance to ensure that data contributes to shared prosperity and sustainable development? In what ways can the UN CSTD contribute to this effort?

La coopération internationale peut renforcer une gouvernance des données équitable et interopérable en :

- harmonisant les standards techniques et réglementaires entre pays ;
- facilitant le partage de bonnes pratiques éprouvées ;
- favorisant la mutualisation des ressources (infrastructures, talents, centres d'excellence) ;
- appuyant la défense collective des intérêts des pays en développement dans les instances internationales de gouvernance numérique.

La CSTD peut contribuer à cet effort en jouant un rôle de plateforme d'échanges structurée entre États membres, en documentant les approches nationales réussies, et en portant au niveau multilatéral les préoccupations spécifiques des pays en développement en matière de souveraineté et d'équité dans la gouvernance des données.

Please indicate contact person(s) responsible for projects/policies and international collaboration in this context in case we need clarification on the inputs.

Madame KABA NONGNYAGHMA Elise, Chargée de mission au Ministère de la Transition Digitale des Postes et des Communications Electroniques ;
Point focal CSTD ;
E-mail : elise.kaba@tic.gov.bf
Téléphone : (+226)71315242

Docteur CONGO Ibrahim Patrick, Chargé de mission au Ministère de la Transition Digitale des Postes et des Communications Electroniques ;
E-mail : ibrahim.congo@tic.gov.bf
Téléphone : (+226)70080604

Please send your responses and any further inputs on the theme to the CSTD secretariat (cstd@un.org) by 31 July 2026. We look forward to receiving your valuable inputs.
Sincere regards,
CSTD secrétariat